



DIRK WAEM/BELGA

John Cockerill espère bien fournir les électrolyseurs de DEME

John Cockerill est une entreprise très active dans la transition énergétique. Elle fait partie des leaders mondiaux dans la production d'électrolyseurs nécessaires à la production d'hydrogène vert.

L'entreprise sérésienne espère fournir des électrolyseurs au groupe DEME, qui a un projet de production d'ammoniac vert (un dérivé de l'hydrogène) dans le port de Duqm à Oman. John Cockerill espère aussi remporter le contrat d'un deuxième projet porté par l'entreprise indienne ACME dans le même port de Duqm.

Il s'agit de projets de capacités considérables, qui impliquent la fourniture de plusieurs centaines d'électrolyseurs. DEME évoque un investissement total de plusieurs milliards pour son hypport (contraction d'hydrogène et de port).

"Des 2017, nous avons fait le pari de l'hydrogène, ce qui explique notre bonne position actuelle sur ce marché, nous explique Carina Suter Sardo, Head of Trade Finance and Export Finance chez John Cockerill. À l'époque, nous avions racheté une entreprise chinoise spécialisée dans ce domaine."

Alors que John Cockerill possède déjà une

gigafactory en Chine, le groupe a décidé d'en ouvrir une en France. L'assemblage final sera néanmoins réalisé à Seraing, nous précise le groupe. Cette implantation européenne permettra à John Cockerill d'avoir plus facilement accès aux financements

Il s'agit de projets de capacités considérables, qui impliquent la fourniture de plusieurs centaines d'électrolyseurs.

européens. La France a aussi annoncé de grandes enveloppes en vue de soutenir le développement d'une filière hydrogène "made in France". Mais John Cockerill pourrait aussi s'implanter dans d'autres pays: Australie, Maroc, Arabie saoudite et Émirats arabes unis.

Centrale solaire

Ce fleuron industriel wallon est très actif dans la région du Golfe. En 2018, il avait remporté le contrat de conception et de fourniture du récepteur solaire thermique d'une centrale solaire située à Dubaï. L'entreprise est également en négociations finales pour fournir des batteries de grande capacité servant à équilibrer le réseau électrique d'Abou Dabi.

Pas de quoi faire oublier, néanmoins, la polémique liée à la non-attribution de plusieurs marchés en lien avec une grosse commande passée par la Défense belge...

L.Lam.

L'an dernier, près de la moitié des employés n'ont suivi aucune formation

■ C'est ce qui ressort d'une enquête en ligne réalisée par Cefora auprès de 1 000 employés de la Commission paritaire 200.

L'an dernier, près de la moitié des employés n'ont suivi aucune formation. Tel est le constat pour le moins interpellant dressé par Cefora, partenaire de formation de quelque 500 000 employés actifs dans 60 000 entreprises (Ndlr: de la Commission paritaire 200), qui a chargé l'institut iVox de mener fin décembre de l'année dernière une enquête en ligne auprès de 1 000 employés de notre pays (Ndlr: marge d'erreur de 3,02%). Globalement, les employés interrogés indiquent qu'ils n'ont consacré, en moyenne, qu'un jour et demi à la formation ou recyclage en 2021.

Des chiffres très faibles donc. Un constat d'autant plus interpellant que le besoin de développer de nouvelles compétences n'a sans doute jamais été aussi grand, notamment face au défi de la digitalisation croissante de nos entreprises et alors que la guerre des talents fait rage.

De 4 à 6 jours de formation, à répartir sur 2022 et 2023

Dans les entreprises, la soif de formations est pourtant très présente. "Près de 8 personnes interrogées sur 10 (Ndlr: 78% précisément) souhaitent suivre ou continuer à suivre des formations en 2022. Cela représente une augmentation par rapport à l'année dernière quand 6 employés sur 10 indiquaient vouloir suivre une ou plusieurs formations. Les jeunes (Ndlr: de moins de 34 ans) se montrent particulièrement intéressés (plus de 8 sur 10), davantage que les plus de 55 ans (68%). Les diplômés de l'enseignement supérieur (86%) sont aussi nettement plus enclins à suivre des formations que ceux qui ont obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire", explique Cefora dans le cadre de cette étude.

36% des employés ne discuteraient jamais de leurs besoins de formation avec le département des ressources humaines.

Pour rappel, à la suite de la conclusion d'un récent accord sectoriel portant sur la formation, les employés de la Commission paritaire 200 (Ndlr: qui regroupe plus de 30 sous-secteurs: commerce automobile, industrie du béton, entreprises de construction, centres d'appels, consultance, industrie graphique, garages, industrie du verre, commerce de gros, industrie du bois, agences publicitaires, intérim, technologies de l'information...) ont droit à quatre à six jours de formation pendant les heures de travail, à répartir sur la période 2022-2023.

La formation en entreprises resterait donc très perfectible: 36% des employés ne discuteraient ainsi jamais de leurs besoins sur ce point avec le département des ressources humaines. Et un autre tiers, seulement une fois par an. Cefora met donc en avant la nécessité de mettre en place un véritable "plan de formation". Cette année, souligne encore Cefora, les entreprises liées à la Commission paritaire 200 devraient investir 50 millions dans la formation.

V.S.